

**Armes chimiques - Déclaration
commune entre les dirigeants
français, allemand, américain,
canadien et britannique**
(Paris, 06 septembre 2018)

Nous, chefs d'Etat et de gouvernement de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni, exprimons à nouveau notre consternation au sujet de l'utilisation d'un agent chimique neurotoxique, connu sous l'appellation de Novitchok, le 4 mars dernier à Salisbury. Nous accueillons avec satisfaction les progrès accomplis dans l'enquête au sujet de l'empoisonnement de Sergueï et Ioulia Skripal et prenons acte des poursuites pour tentative d'homicide engagées hier à l'encontre de deux suspects. Nous saluons le travail de la police britannique et de toutes les personnes impliquées dans cette enquête.

Nous prenons également note des analyses britanniques, recoupées de manière indépendante par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, selon lesquelles le même agent chimique neurotoxique aurait été employé pour empoisonner Dawn Sturgess et Charles Rowley, ainsi que les Skripal. Nous appelons instamment la Russie à fournir à l'OIAC toutes les informations concernant son programme relatif au Novitchok. Nous encourageons également les personnes disposant d'éléments concernant l'attaque de Salisbury du 4 mars, ainsi que l'empoisonnement ayant eu lieu ensuite à Amesbury, à prendre contact avec les autorités britanniques.

Nous avons une totale confiance dans l'analyse britannique selon laquelle les deux suspects étaient des officiers du service de renseignement militaire russe, également connu sous le sigle GRU, et que cette opération avait très certainement été approuvée à un niveau élevé de décision gouvernementale. Nous avons déjà pris des mesures pour entraver les activités du GRU, avec l'expulsion collective la plus importante jamais réalisée d'agents de renseignement non déclarés. L'annonce faite hier renforce encore notre volonté de continuer à endiguer ensemble les activités hostiles des réseaux de renseignement étrangers sur nos territoires, de faire respecter l'interdiction des armes chimiques, de protéger nos concitoyens et de nous défendre contre toute forme d'activités étatiques malveillantes dirigées contre nous et nos sociétés. /.